

## Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 juin 2016

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le Fonds monétaire international (FMI) indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport]* ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1 % pour 2016 et 3,4 % pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1 % pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6 %<sup>1</sup> au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3 %<sup>1</sup> pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5 %<sup>1</sup> pour le premier trimestre 2016. La Banque centrale européenne (BCE) prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7 % en 2016 et 1,6 % en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2%<sup>1</sup>. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2 % pour 2016, 1,2 % pour 2017 et 1,6 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la BCE a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

En France, le PIB est en légère baisse (-0,1 %)<sup>2</sup> au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7 %<sup>2</sup> au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4 % en 2016, 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3 % en août 2016 et en hausse de 0,4 % sur les 12 derniers mois<sup>2</sup>. La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2 % pour 2016, 1,1 % pour 2017 et 1,4 % pour 2018.

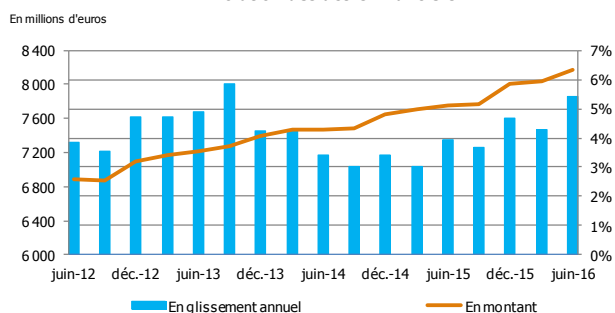
### DES INDICATEURS FINANCIERS MIEUX ORIENTÉS

**L'activité bancaire** progresse dans le département au premier semestre 2016.

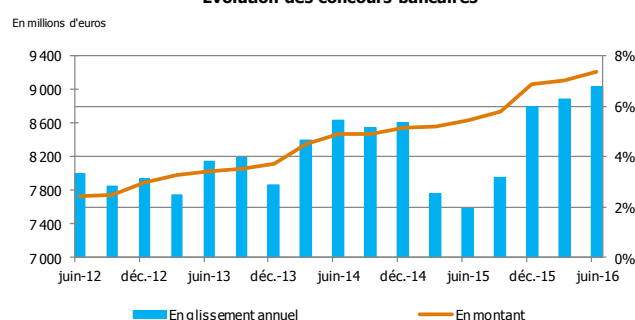
**L'encours des crédits consentis à l'économie**, qui totalise 9,2 milliards d'euros à fin juin 2016, croît à un rythme soutenu : +6,8 % en glissement annuel, soit le rythme le plus élevé enregistré depuis 2011. Cette évolution tient principalement à l'accélération de l'activité de crédit aux ménages sur les douze derniers mois (+10,4 % après +3,4 % à fin juin 2015), et ce sur l'ensemble des segments. La progression des crédits aux entreprises se confirme (+3,8 % après +2,6 % un an plus tôt), les crédits immobiliers contribuant le plus à cette évolution (+3,9 % sur un an). Les crédits alloués aux collectivités locales sont également mieux orientés sur un an (+11,5 % contre +7,6 % à fin juin 2015).

À 8,2 milliards d'euros, **la collecte nette d'actifs financiers** enregistre une croissance dynamique sur un an (+5,4 % à fin juin 2016 après +3,9 % à fin juin 2015), tirée par la progression des dépôts à vue (+12,5 % sur un an).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



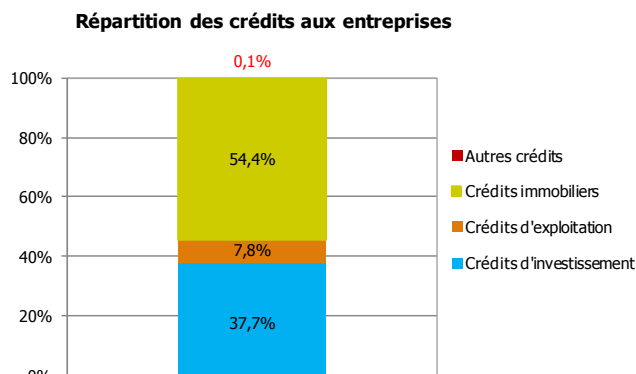
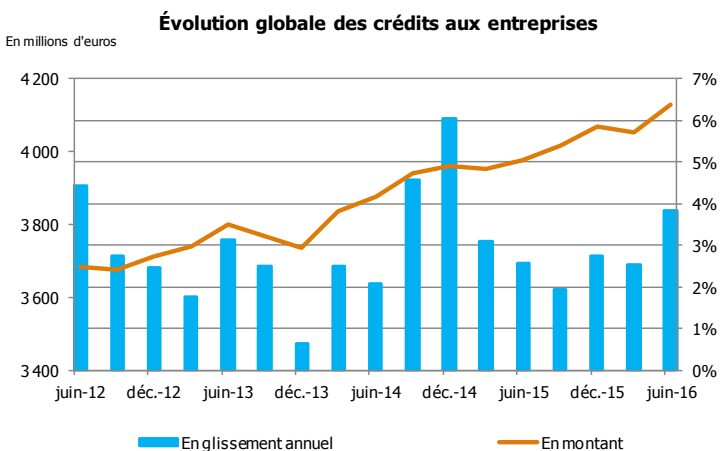
<sup>1</sup> Source : Eurostat

<sup>2</sup> Source : INSEE

# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT PLUS DYNAMIQUE

## Poursuite de la croissance des crédits aux entreprises

**Les crédits consentis aux entreprises** augmentent de 3,8 % en glissement annuel à fin juin 2016 (après +2,6 % à fin juin 2015) pour atteindre 4,1 milliards d'euros.



**Les crédits immobiliers**, qui représentent 54,4 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, progressent sur douze mois (+3,9 % à fin juin 2016 après +2,8 % un an plus tôt).

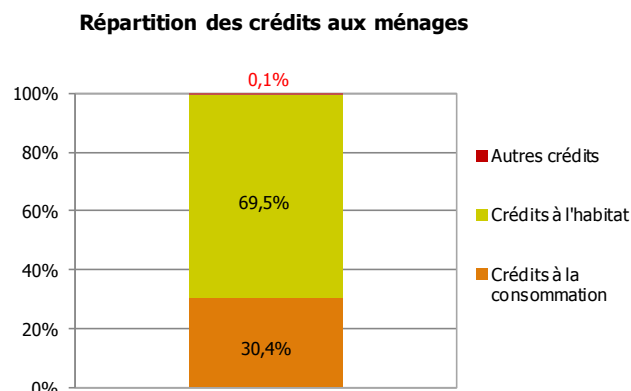
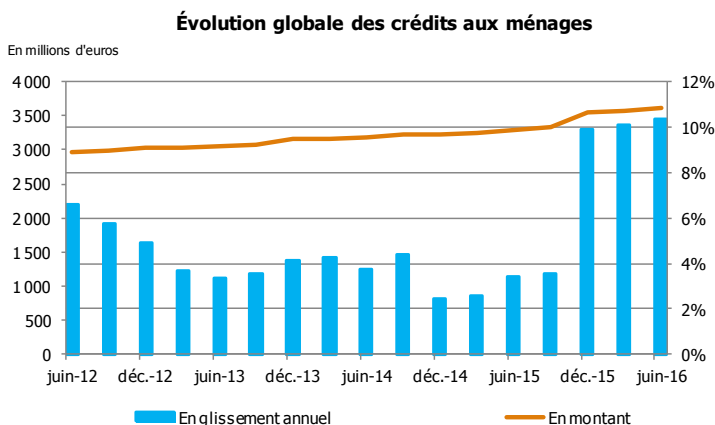
**Les crédits d'investissement** sont en hausse modérée à fin juin 2016 (+4,5 % contre +7,7 % à fin juin 2015). Cette évolution est en ligne avec les prévisions d'investissement favorables exprimées par les chefs d'entreprise interrogés lors de l'enquête de conjoncture IEDOM des premier et deuxième trimestres 2016.

Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent de 2,3 % sur un an après +10,1 % à fin juin 2015. En parallèle, le crédit-bail enregistre une croissance historique (+17,8 %), la plus forte depuis 2010.

**Les crédits d'exploitation** renouent avec la croissance à fin juin 2016 (+8,0 % sur un an après -17,8 % à fin juin 2015), essentiellement tirés par les comptes ordinaires débiteurs (+13,8 %). Les crédits de trésorerie, et dans une moindre mesure les créances commerciales, contribuent également à cette hausse (respectivement +5,7 % et +4,0 %).

## Dynamisme des crédits aux ménages

**L'activité de crédit aux ménages** enregistre une croissance historique (+10,4 % contre +3,4 % à fin juin 2015), la plus élevée depuis 2008. L'encours s'établit à 3,6 milliards d'euros à fin juin 2016.



**Le financement de l'habitat**, qui concentre 69,5 % de l'ensemble des crédits aux ménages, enregistre une croissance annuelle de 9,5 % (contre +4,6 % à fin juin 2015). Cette évolution va de pair avec la hausse du nombre de permis de construire enregistrés à fin juin 2016 (+51 % sur un an).

**L'encours des crédits à la consommation** affiche une bonne performance à fin juin 2016 (+12,3 % après +1,0 % à fin juin 2015).

## Progression des crédits aux collectivités

**Les financements alloués aux collectivités locales**, qui représentent 11,4 % de l'activité de crédit dans le département, restent bien orientés à fin juin 2016 (+11,5 % après +7,6 % l'année précédente). L'encours s'établit désormais à 1,1 milliard d'euros. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (95,4 % de l'ensemble), progressent nettement sur douze mois (+15,9 %). À l'inverse, les crédits d'exploitation diminuent sensiblement à fin juin 2016 (-40,3 % soit -28,4 millions d'euros).

## Nouvelle amélioration de la sinistralité

**L'encours des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement diminue à fin juin 2016 pour la quatrième année consécutive (-8,5 % sur un an) pour atteindre 431,0 millions d'euros. **Le taux de créances douteuses brutes** s'améliore de nouveau à 5,3 % (-0,8 point sur douze mois). En revanche, le taux de provisionnement des banques locales s'affiche en baisse sur un an (-0,8 point) pour s'établir à 66,2 %.

## DES ACTIFS FINANCIERS EN HAUSSE

**Les actifs financiers des agents économiques** progressent au premier semestre 2016.

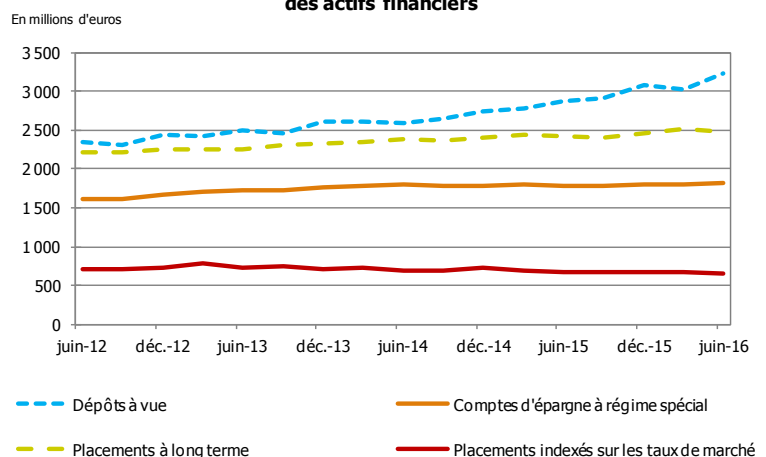
À 8,2 milliards d'euros, l'encours croît de 5,4 % sur un an après avoir augmenté de 3,9 % à fin juin 2015. Cette croissance annuelle est essentiellement tirée par la bonne performance des placements des ménages.

**Les dépôts à vue** continuent de progresser (+12,5 % après +11,2 % à fin juin 2015) sur l'ensemble de la clientèle. Ils s'établissent à 3,2 milliards d'euros.

**L'épargne longue** augmente également (+2,4 % après +1,1 % à fin juin 2015), tirée par les plans d'épargne-logement (+7,1 %).

**Les placements liquides ou à court terme** sont stables à fin juin 2016 (+0,1 % après -0,8 % à fin juin 2015) en raison des évolutions contrastées des comptes d'épargne à régime spécial et des placements indexés sur les taux de marché (respectivement +1,4 % et -3,5 %).

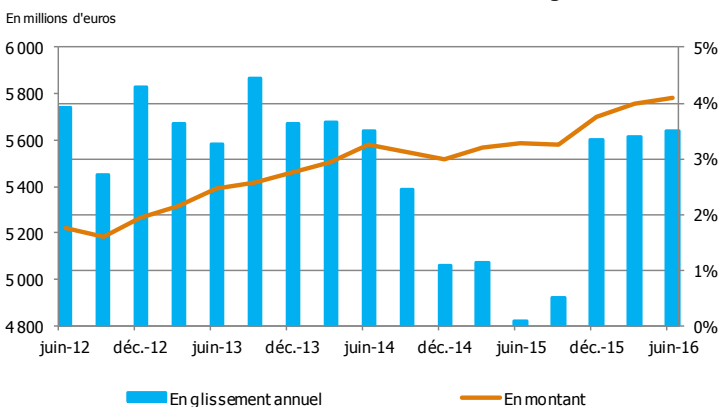
Évolution des principales composantes des actifs financiers



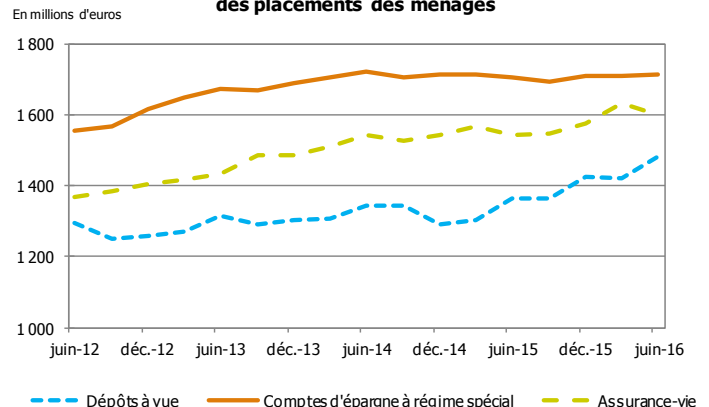
## Progression de l'épargne des ménages

Le taux de croissance **des actifs financiers des ménages** augmente à fin juin 2016. L'encours, qui représente 70,7 % des placements totaux, progresse de 3,5 % contre +0,1 % à fin juin 2015.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



**Les dépôts à vue** affichent une croissance soutenue sur un an (+8,7 % contre -0,8 % à fin juin 2015).

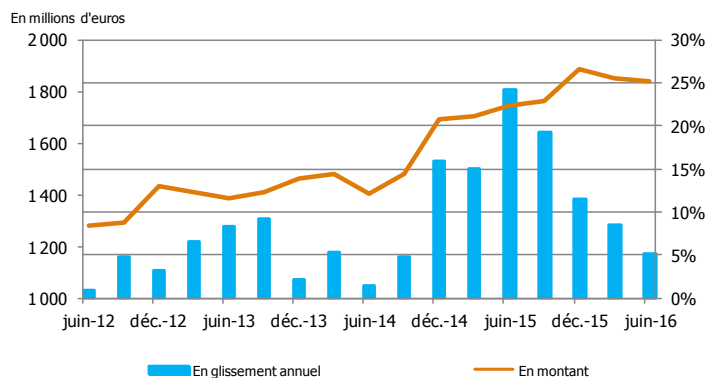
**L'épargne à long terme** croît pour sa part de 2,9 % à fin juin 2016 (après +1,1 % un an plus tôt). Elle est portée par l'assurance-vie (+3,7 %), premier produit d'épargne des ménages (66 % des placements des ménages), mais également par les plans d'épargne logement (+7,1 %) qui suscitent un engouement croissant depuis quatre ans.

**Les placements liquides ou à court terme** sont mieux orientés mais leur croissance reste faible sur un an (+0,5 % contre -2,2 % à fin juin 2015). Cette évolution tient notamment à la quasi-stabilité des comptes d'épargne à régime spécial (+0,4 %), dans un contexte de taux d'intérêt des livrets réglementés historiquement bas. Les livrets ordinaires renouent avec la croissance (+2,4 %) tandis que le repli des livrets A et bleus se confirme (-1,7 %). L'encours des livrets d'épargne populaire poursuit sa baisse amorcée depuis 2009 (-3,1 %). La croissance des placements indexés sur les taux de marché s'accélère (+1,8 %).

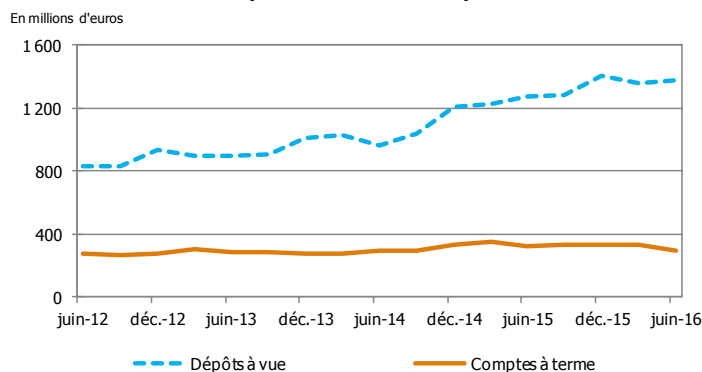
## Croissance ralentie des placements des entreprises

Le rythme de progression **des actifs financiers des sociétés non financières** diminue nettement sur un an (+5,2 % contre +24,2 % à fin juin 2015). Ils s'établissent à 1,8 milliard d'euros à fin juin 2016.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Ce ralentissement du taux de croissance est imputable à la perte de vitesse **des dépôts à vue** (+8,0 % à fin juin 2016 après +31,8 % un an plus tôt).

Après huit années consécutives de baisse, **l'épargne longue** des entreprises progresse sur un an (+3,6 % à fin juin 2016).

En revanche, **les placements liquides ou à court terme** sont en repli (-2,6 % après +8,4 % à fin juin 2015), en lien avec la contraction des placements indexés sur les taux de marché (-6,0 % contre +5,6 % à fin juin 2015).

## Rebond des actifs des autres agents

**Les placements des autres agents** renouent avec la croissance à fin juin 2016 (+31,1 % après -10,6 % à fin juin 2015).

Dans le détail, **les dépôts à vue** et **les placements liquides ou à court terme** progressent sur un an (respectivement +57,3 % et +3,0 %). Seule **l'épargne à long terme** recule sur douze mois (-32,9 %).

### MÉTHODOLOGIE

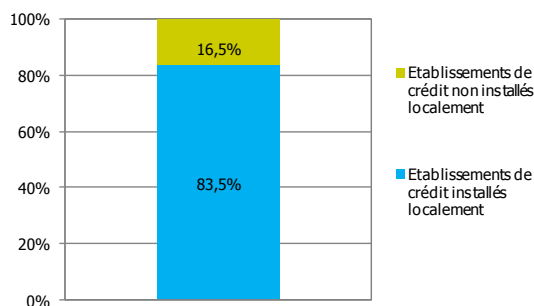
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

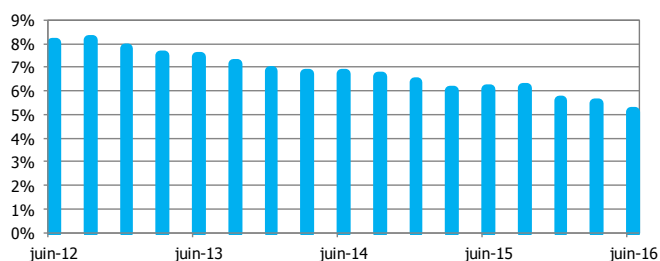
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros							Variations		
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>381,4</b>	<b>365,6</b>	<b>363,5</b>	<b>298,7</b>	<b>323,7</b>	<b>312,6</b>	<b>304,3</b>	<b>322,6</b>	<b>3,2%</b>	<b>8,0%</b>
Créances commerciales	37,4	41,6	38,3	22,9	23,2	21,1	18,3	23,8	13,0%	4,0%
Crédits de trésorerie	157,7	145,8	123,0	120,0	142,7	126,9	122,0	126,8	0,0%	5,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	35,6	33,9	32,9	34,0	33,5	33,7	32,4	33,8	0,3%	-0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	158,4	155,9	176,8	129,3	130,4	135,8	144,1	147,0	8,3%	13,8%
Affacturation	27,9	22,3	25,5	26,6	27,4	28,8	19,9	24,9	-13,6%	-6,3%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>1 331,1</b>	<b>1 311,4</b>	<b>1 384,4</b>	<b>1 490,7</b>	<b>1 504,5</b>	<b>1 528,6</b>	<b>1 525,1</b>	<b>1 557,9</b>	<b>1,9%</b>	<b>4,5%</b>
Crédits à l'équipement	1 083,6	1 074,0	1 162,9	1 279,9	1 296,9	1 315,8	1 304,1	1 309,7	-0,5%	2,3%
(dt) Entrepreneurs individuels	71,8	66,6	67,0	46,3	44,9	44,1	42,8	42,7	-3,2%	-7,9%
Crédit-bail	247,5	237,4	221,5	210,7	207,5	212,9	220,9	248,2	16,6%	17,8%
<b>Crédits immobiliers</b>	<b>1 944,8</b>	<b>2 098,1</b>	<b>2 105,7</b>	<b>2 164,7</b>	<b>2 180,0</b>	<b>2 217,5</b>	<b>2 223,7</b>	<b>2 248,7</b>	<b>1,4%</b>	<b>3,9%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>26,5</b>	<b>24,1</b>	<b>23,9</b>	<b>23,1</b>	<b>9,4</b>	<b>11,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>-96,6%</b>	<b>-98,4%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>3 683,7</b>	<b>3 799,1</b>	<b>3 877,6</b>	<b>3 977,2</b>	<b>4 017,6</b>	<b>4 069,8</b>	<b>4 053,6</b>	<b>4 129,6</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,8%</b>
<b>Ménages</b>										
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>978,3</b>	<b>971,3</b>	<b>971,1</b>	<b>980,7</b>	<b>1 053,4</b>	<b>1 074,0</b>	<b>1 072,4</b>	<b>1 101,3</b>	<b>2,5%</b>	<b>12,3%</b>
Crédits de trésorerie	898,5	897,3	893,0	904,5	978,7	1 006,2	1 006,3	1 035,5	2,9%	14,5%
Comptes ordinaires débiteurs	52,5	50,3	53,5	56,1	56,8	50,5	49,8	50,5	-0,1%	-10,0%
Crédit-bail	27,2	23,8	24,6	20,1	17,8	17,3	16,3	15,3	-11,2%	-23,8%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 978,2</b>	<b>2 084,1</b>	<b>2 198,5</b>	<b>2 299,7</b>	<b>2 278,1</b>	<b>2 464,5</b>	<b>2 492,2</b>	<b>2 517,7</b>	<b>2,2%</b>	<b>9,5%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>3,4</b>	<b>4,5</b>	<b>5,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>8,6</b>	<b>6,3</b>	<b>3,8</b>	<b>-55,8%</b>	<b>43,0%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>2 959,8</b>	<b>3 059,8</b>	<b>3 175,2</b>	<b>3 283,1</b>	<b>3 333,7</b>	<b>3 547,2</b>	<b>3 570,9</b>	<b>3 622,9</b>	<b>2,1%</b>	<b>10,4%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>15,9</b>	<b>22,4</b>	<b>12,3</b>	<b>70,6</b>	<b>55,6</b>	<b>55,6</b>	<b>39,2</b>	<b>42,2</b>	<b>-24,2%</b>	<b>-40,3%</b>
Crédits de trésorerie	13,9	8,5	8,7	69,5	50,3	35,8	37,0	34,6	-3,5%	-50,2%
Comptes ordinaires débiteurs	2,0	13,9	3,6	1,1	5,3	19,8	2,2	7,6	-61,8%	588,3%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>735,7</b>	<b>818,6</b>	<b>858,8</b>	<b>867,8</b>	<b>874,9</b>	<b>955,5</b>	<b>1 012,7</b>	<b>1 005,7</b>	<b>5,3%</b>	<b>15,9%</b>
Crédits à l'équipement	735,6	818,5	858,8	867,7	874,9	955,5	1 012,6	1 005,7	5,3%	15,9%
<b>Autres crédits</b>	<b>9,0</b>	<b>8,0</b>	<b>7,3</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,2</b>	<b>6,1</b>	<b>5,9</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-11,0%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>760,7</b>	<b>849,0</b>	<b>878,4</b>	<b>945,0</b>	<b>937,0</b>	<b>1 017,4</b>	<b>1 057,9</b>	<b>1 053,8</b>	<b>3,6%</b>	<b>11,5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>330,0</b>	<b>321,5</b>	<b>537,5</b>	<b>426,8</b>	<b>445,7</b>	<b>425,3</b>	<b>420,2</b>	<b>409,0</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-4,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7 734,3</b>	<b>8 029,4</b>	<b>8 468,7</b>	<b>8 632,0</b>	<b>8 734,0</b>	<b>9 059,7</b>	<b>9 102,7</b>	<b>9 215,3</b>	<b>1,7%</b>	<b>6,8%</b>
dont ECNIL	1 390,8	1 409,5	1 464,1	1 431,2	1 391,8	1 533,3	1 494,1	1 516,6	-1,1%	6,0%
Créances douteuses brutes	603,1	597,4	567,7	526,4	531,6	509,7	500,5	459,1	-9,9%	-12,8%
dont ECIL	552,2	532,9	496,2	471,2	475,7	446,9	441,4	431,0	-3,6%	-8,5%
Créances douteuses nettes	225,5	221,8	224,2	210,8	156,8	217,6	215,4	173,7	-20,2%	-17,6%
(dt) Entreprises	169,0	156,0	149,0	138,3	91,3	133,6	134,5	93,8	-29,8%	-32,2%
(dt) Ménages	55,6	51,5	65,3	53,1	54,8	65,0	66,4	66,5	2,3%	25,4%
Provisions	377,6	375,5	343,5	315,7	318,9	292,1	285,0	285,4	-2,3%	-9,6%
<b>Encours brut total</b>	<b>8 337,4</b>	<b>8 626,8</b>	<b>9 036,4</b>	<b>9 158,4</b>	<b>9 265,5</b>	<b>9 569,4</b>	<b>9 603,1</b>	<b>9 674,3</b>	<b>0,7%</b>	<b>5,6%</b>
Taux de créances douteuses	7,2%	6,9%	6,3%	5,7%	5,7%	5,3%	5,2%	4,7%	-0,6pt(s)	-1pt(s)
dont ECIL	8,0%	7,5%	6,7%	6,1%	6,1%	5,6%	5,5%	5,3%	-0,3pt(s)	-0,8pt(s)
Taux de provisionnement	62,6%	62,9%	60,5%	60,0%	60,0%	57,3%	57,0%	62,2%	4,8pt(s)	2,2pt(s)
dont ECIL	68,4%	70,5%	67,8%	67,0%	67,0%	65,4%	64,6%	66,2%	0,8pt(s)	-0,8pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros							Variations		
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 278,8</b>	<b>1 385,0</b>	<b>1 405,7</b>	<b>1 745,9</b>	<b>1 764,3</b>	<b>1 887,0</b>	<b>1 851,1</b>	<b>1 837,1</b>	<b>-2,6%</b>	<b>5,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>829,0</b>	<b>900,5</b>	<b>964,8</b>	<b>1 271,5</b>	<b>1 285,6</b>	<b>1 401,3</b>	<b>1 359,1</b>	<b>1 373,1</b>	<b>-2,0%</b>	<b>8,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>398,3</b>	<b>449,5</b>	<b>409,5</b>	<b>443,7</b>	<b>448,3</b>	<b>455,3</b>	<b>460,9</b>	<b>432,3</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-2,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	3,6	3,3	4,7	16,1	19,8	25,4	26,0	30,4	19,9%	89,0%
Placements indexés sur les taux de marché	394,7	446,2	404,8	427,6	428,5	429,9	434,8	401,9	-6,5%	-6,0%
<i>dont comptes à terme</i>	270,7	283,7	290,3	322,4	325,5	331,1	326,8	294,0	-11,2%	-8,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	80,3	105,4	81,4	83,9	74,2	67,1	70,9	83,0	23,7%	-1,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	43,6	57,0	33,0	21,2	28,7	31,6	37,0	24,8	-21,6%	16,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>51,5</b>	<b>35,1</b>	<b>31,4</b>	<b>30,7</b>	<b>30,5</b>	<b>30,4</b>	<b>31,2</b>	<b>31,8</b>	<b>4,5%</b>	<b>3,6%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	24,4	14,8	12,8	13,1	12,7	13,0	13,4	11,1	-14,6%	-15,0%
<b>Ménages</b>	<b>5 221,1</b>	<b>5 391,5</b>	<b>5 580,4</b>	<b>5 585,3</b>	<b>5 578,8</b>	<b>5 702,6</b>	<b>5 757,4</b>	<b>5 781,5</b>	<b>1,4%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 294,6</b>	<b>1 314,0</b>	<b>1 343,3</b>	<b>1 364,4</b>	<b>1 364,9</b>	<b>1 424,3</b>	<b>1 421,2</b>	<b>1 482,8</b>	<b>4,1%</b>	<b>8,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 787,2</b>	<b>1 869,4</b>	<b>1 907,3</b>	<b>1 865,9</b>	<b>1 857,1</b>	<b>1 873,7</b>	<b>1 873,7</b>	<b>1 875,2</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 555,2	1 672,0	1 721,6	1 705,9	1 693,8	1 710,2	1 710,2	1 712,2	0,1%	0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	632,5	639,5	651,5	638,7	642,0	651,9	655,1	654,4	0,4%	2,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	604,6	677,3	700,9	695,8	683,0	685,8	682,6	684,3	-0,2%	-1,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,6	14,8	14,9	15,0	15,1	15,0	15,1	15,4	2,2%	2,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	47,4	43,2	37,5	36,6	36,3	36,7	36,2	35,4	-3,4%	-3,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	145,4	188,3	209,7	217,8	217,1	220,9	222,4	224,5	1,6%	3,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,7	108,9	107,0	101,9	100,4	99,9	98,8	98,3	-1,6%	-3,5%
Placements indexés sur les taux de marché	232,0	197,4	185,7	160,1	163,3	163,5	163,5	163,0	-0,3%	1,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	193,3	169,1	159,4	136,0	139,7	140,1	140,7	141,0	0,7%	3,7%
<i>dont bons de caisse</i>	0,7	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-0,1%	-0,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	38,0	27,9	26,0	23,9	23,4	23,2	22,6	21,8	-6,4%	-8,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 139,4</b>	<b>2 208,1</b>	<b>2 329,9</b>	<b>2 355,0</b>	<b>2 356,8</b>	<b>2 404,6</b>	<b>2 462,5</b>	<b>2 423,5</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,9%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	449,7	459,4	480,8	523,6	531,7	547,2	557,3	560,8	2,5%	7,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,9	67,9	63,6	59,8	59,3	59,3	58,5	56,1	-5,5%	-6,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,6	5,5	6,3	6,1	6,2	6,0	6,6	6,7	11,5%	9,9%
<i>dont portefeuille titre</i>	184,9	186,6	180,4	163,5	157,6	159,1	153,2	150,6	-5,3%	-7,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	59,8	56,3	56,6	59,7	56,7	57,1	54,3	50,1	-12,3%	-16,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 369,5	1 432,4	1 542,2	1 542,3	1 545,3	1 575,9	1 632,6	1 599,3	1,5%	3,7%
<b>Autres agents</b>	<b>380,2</b>	<b>440,6</b>	<b>475,9</b>	<b>425,4</b>	<b>423,3</b>	<b>418,8</b>	<b>420,9</b>	<b>557,6</b>	<b>33,2%</b>	<b>31,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>223,8</b>	<b>274,1</b>	<b>280,3</b>	<b>241,5</b>	<b>256,7</b>	<b>254,2</b>	<b>251,7</b>	<b>379,9</b>	<b>49,5%</b>	<b>57,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>137,7</b>	<b>148,7</b>	<b>165,1</b>	<b>151,3</b>	<b>142,7</b>	<b>141,7</b>	<b>148,1</b>	<b>155,8</b>	<b>9,9%</b>	<b>3,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	48,0	57,1	70,2	67,2	65,8	67,7	71,5	72,4	6,9%	7,8%
Placements indexés sur les taux de marché	89,8	91,6	94,9	84,1	77,0	74,0	76,6	83,4	12,7%	-0,9%
<i>dont comptes à terme</i>	58,9	63,9	68,2	60,0	60,8	57,8	59,5	62,2	7,6%	3,6%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>18,6</b>	<b>17,8</b>	<b>30,5</b>	<b>32,7</b>	<b>23,9</b>	<b>22,9</b>	<b>21,2</b>	<b>21,9</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-32,9%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 880,1</b>	<b>7 217,1</b>	<b>7 462,1</b>	<b>7 756,6</b>	<b>7 766,5</b>	<b>8 008,4</b>	<b>8 029,4</b>	<b>8 176,3</b>	<b>2,1%</b>	<b>5,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 347,4</b>	<b>2 488,6</b>	<b>2 588,4</b>	<b>2 877,3</b>	<b>2 907,2</b>	<b>3 079,8</b>	<b>3 032,0</b>	<b>3 235,8</b>	<b>5,1%</b>	<b>12,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 323,2</b>	<b>2 467,6</b>	<b>2 481,9</b>	<b>2 460,9</b>	<b>2 448,1</b>	<b>2 470,7</b>	<b>2 482,6</b>	<b>2 463,3</b>	<b>-0,3%</b>	<b>0,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 606,7	1 732,4	1 796,5	1 789,1	1 779,3	1 803,2	1 807,7	1 815,0	0,7%	1,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	667,1	680,5	704,1	691,9	694,0	704,9	712,3	713,2	1,2%	3,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	621,4	696,5	722,9	725,7	716,4	725,6	722,7	727,8	0,3%	0,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,6	14,8	14,9	15,0	15,1	15,0	15,2	15,4	2,2%	2,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	47,4	43,2	37,5	36,6	36,3	36,7	36,2	35,4	-3,4%	-3,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	145,4	188,4	209,8	217,9	217,2	221,0	222,6	224,6	1,6%	3,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,8	109,0	107,1	102,0	100,4	100,0	98,9	98,5	-1,5%	-3,4%
Placements indexés sur les taux de marché	716,6	735,2	685,4	671,8	668,8	667,4	674,9	648,3	-2,9%	-3,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	522,9	516,7	518,0	518,4	526,0	528,9	527,0	497,2	-6,0%	-4,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,4	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	-4,4%	-4,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	43,6	57,0	33,0	21,2	28,7	31,6	37,0	24,8	-21,6%	16,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	148,6	160,7	133,8	131,6	113,5	106,3	110,3	125,7	18,3%	-4,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 209,4</b>	<b>2 261,2</b>	<b>2 391,8</b>	<b>2 418,4</b>	<b>2 411,2</b>	<b>2 457,9</b>	<b>2 514,8</b>	<b>2 477,2</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,4%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	450,0	459,8	481,1	523,9	532,1	547,7	557,8	561,3	2,5%	7,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,9	67,9	63,6	59,8	59,3	59,4	58,5	56,1	-5,5%	-6,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,6	5,7	6,3	6,1	6,2	6,0	6,6	6,7	11,5%	9,9%
<i>dont actions</i>	52,5	51,5	59,2	67,5	63,5	66,8	64,4	67,2	0,5%	-0,5%
<i>dont obligations</i>	167,6	163,8	156,1	130,7	121,1	119,0	115,1	112,3	-5,7%	-14,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	94,1	80,0	83,2	88,0	83,6	83,2	79,9	74,4	-10,5%	-15,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 369,6	1 432,5	1 542,4	1 542,3	1 545,3	1 575,9	1 632,6	1 599,3	1,5%	3,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Gilles GENRE-GRANDPIERRE

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : octobre 2016